



Les services publics sont essentiels, la sécurité sanitaire des agents aussi !

Le Président de la République a annoncé mercredi un nouveau confinement dont le Premier Ministre a précisé par conférence de presse les contours le lendemain.

La reprise épidémique est d'autant plus forte que toutes les mesures qui auraient pu être prises pour éviter une telle intensité n'ont pas été mises en œuvre : distribution gratuite de masques, abrogation du jour de carence pour éviter que les salarié-es du privé et les agents publics ne minorent leurs symptômes pour éviter des prélèvements sur salaire, renforcement du nettoyage et de la désinfection des locaux, accueil des usager-es dans de bonnes conditions, etc. Le gouvernement porte une lourde responsabilité dans la situation actuelle.

La FSU s'inquiète des conséquences dramatiques de ce reconfinement qui va plonger une partie de la population dans une grande précarité et va engendrer aussi son lot de souffrances sur le plan psychologique. Il est essentiel de mettre en œuvre un plan d'urgence pour les plus démunis : hébergement d'urgence, distribution alimentaire, accès aux soins, augmentation des minima sociaux...

Par ailleurs, le retour des attestations, des restrictions de déplacement, des amendes façonne une société de la surveillance et du contrôle que la FSU dénonce. Le travail est permis, imposé, y compris au mépris de la sécurité sanitaire, mais aucune autre activité n'est autorisée.

Un certain nombre de services publics continueront à fonctionner. Essentiels à la cohésion sociale, leur fonctionnement ne peut cependant se faire au détriment de la santé et de la sécurité des agent-es, des usager-es et de la population tout entière. La FSU demande que des procédures de protection claires pour les agent-es en contact avec le public soient mises en œuvre. Elle demande aussi que l'ensemble des agent-es soient informé-es rapidement de leurs droits, en particulier s'ils ou elles sont vulnérables ou vivent avec une personne vulnérable au domicile, qu'il leur soit rappelé qu'ils ou elles ne doivent pas venir sur le lieu de travail et bénéficier d'autorisations spéciales d'absence s'ils ou elles ne peuvent pas télétravailler.

Le gouvernement a choisi en particulier de maintenir les écoles et établissements scolaires ouverts. Là encore, les seules mesures supplémentaires seraient le port du masque à partir de 6 ans et la « limitation au maximum » du brassage des élèves avec, dans le second degré, « une seule salle par classe dans la mesure du possible ». Ce non-brassage des élèves qui devrait déjà être la règle est impossible à mettre en œuvre quand le nombre d'élèves par classe est élevé. Alors que la situation est connue depuis des mois, et qu'il est avéré que les lieux scolaires sont aussi propices aux contaminations, il est inadmissible que rien n'ait été préparé pour permettre de travailler en toute sécurité : pas de recrutements supplémentaires, pas d'allègement des programmes, pas de plan d'urgence pour réquisition de locaux. Dans ce contexte, le refus de faire des petits groupes d'élèves est inacceptable. Enfin, la FSU dénonce l'absence de temps laissé aux

équipes à la reprise du 2 novembre pour se recueillir, réfléchir ensemble aux conséquences et mettre en place un hommage digne et fort suite à l'attentat qui a coûté la vie à Samuel Paty.

La FSU appelle les personnels à se saisir de tous les moyens d'action pour organiser un hommage à la hauteur, faire valoir leurs droits et assurer leur sécurité.

Les Lilas, le 31 octobre 2020

